

Le capitalisme ne rendra pas les clés gentiment



Ce texte est la version augmentée d'un entretien réalisé avec Joseph Andras pour « L'Humanité » sous le titre : « On ne demandera pas au capital d'envisager gentiment de rendre les clés » (9 novembre 2019), autour de l'ouvrage « [Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent...](#) » (La Fabrique).

par Frédéric Lordon, 22 novembre 2019
Le capitalisme ne rendra pas les clés gentiment

↑

Grace Cossington Smith. — « Crowd » (Foule), 1922.

Vous vous dites « à contresens de (votre) époque ». Vous mobilisez en effet un quatuor qui n'a plus très bonne presse à gauche : Lénine, Trotsky, dictature du prolétariat et grand soir. Quand l'idéal de « démocratie directe horizontale » s'impose avec force, pourquoi cette résurrection ?

Par enchaînement logique. Si les données variées du désastre — désastre social, humain, existentiel, écologique — sont, comme je le crois, à rapporter au capitalisme, alors l'évitement du désastre ne passe que par la sortie du capitalisme. Or je pense que les manières locales de désertir le capitalisme ne sont que des manières partielles. Car, évidemment, ces manières locales ne peuvent internaliser toute la division du travail, et elles demeurent de fait dépendantes de l'extérieur capitaliste pour une part de leur reproduction matérielle. Ce que je

dis là n'enlève rien à la valeur de ces expérimentations. Du reste, je ne pense pas qu'elles-mêmes se rêvent en triomphatrices du capitalisme ! Comme expérimentations, précisément, elles nourrissent le désir collectif d'en triompher, et c'est considérable. Mais pour en triompher vraiment, il y aura nécessairement une étape d'une tout autre nature. L'étape d'une confrontation globale et décisive. On ne demandera pas au capital d'envisager gentiment de rendre les clés, quand il est manifeste qu'il épuisera jusqu'au dernier gramme de minerai, fera décharge du dernier mètre carré disponible et salopera jusqu'au dernier cours d'eau pour faire le dernier euro de profit. Ces gens ont perdu toute raison et déjà ils n'entendent plus rien. L'alarme climatique, d'ailleurs loin d'épuiser la question écologique, aidera peut-être à en venir à l'idée qu'avec le capital, maintenant, c'est lui ou nous. Mais si le problème se pose en ces termes, il faut en tirer les conséquences. Le capital est une puissance macroscopique et on n'en viendra à bout qu'en lui opposant une force de même magnitude. De là, logiquement, je vais chercher dans l'histoire les catégories homogènes à un affrontement de cette échelle. Ces noms et ces mots que vous rappelez, on sait assez de quel terrible stigmatisme historique ils sont marqués — et qui explique la déshérence radicale où ils sont tombés. Je tâche d'y faire analytiquement un tri et d'en conserver l'équation stratégique qu'à mon sens ils ont adéquatement circonscrite, mais sans rien oublier des abominations qui sont venues avec la « solution ». C'est évidemment ce qui explique qu'ils aient à ce point disparu du paysage idéologique et qu'à la place on trouve l'horizontalité, la démocratie directe et les communes. Or, pour tout le bien-fondé de ces idées, je pense qu'elles relèvent de fait davantage du projet de se *soustraire* au capitalisme que de celui de le renverser. L'équation contemporaine c'est donc : comment les tenir, car il faut les tenir, mais dans un horizon de renversement ? Ce qui suppose de retrouver les « noms » ensevelis mais de donner à ce qui y gît une forme nouvelle.

Un spectre hante votre livre : « combien ». Les masses. Mais vous reconnaissez que le néo-capitalisme a « capturé » nos corps, qu'il soumet en séduisant. Le grand nombre a-t-il envie de s'extraire du cocon libéral et technologique ?

C'est la question décisive. En réalité c'est toujours la même question pour tout : où en est le désir majoritaire ? Reich avait compris qu'il y avait eu en Allemagne, non pas juste une chape totalitaire tombée du haut, mais, « en bas », un *désir de fascisme*. On peut bien dire, identiquement, qu'il y a un désir de capitalisme et que c'est lui qu'il s'agit de vaincre. Ça n'est d'ailleurs pas seulement par la bricole marchande qu'il nous tient mais, plus profondément encore, par le corps : le corps dorloté, choyé par toutes les attentions matérielles dont le capitalisme est capable. Il ne faut pas s'y tromper : la puissance d'attraction du capitalisme « par les corps » est immense. Nous sommes alors rendus aux tautologies du désir : pour sortir du capitalisme, il faut que se forme un désir de sortie du capitalisme plus grand que le désir de capitalisme. Tout dépendra des solutions qui seront proposées à cette équation. La solution « ZAD » est admirable en soi mais elle est d'une exigence qui la rend très difficilement généralisable. C'est une solution pour « virtuoses », pas pour le grand nombre. Qu'il nous faudra consentir à des réductions de nos conditions matérielles d'existence en sortant du capitalisme, la chose devra être claire et admise. Mais dans des proportions tout de même qui la rende raisonnablement praticable. Une trajectoire post-capitaliste reposant sur une hypothèse de dé-division du travail massive ne me semble pas viable. Notre problème, c'est donc de conserver la division du travail disons dans ses « ordres de grandeur » actuels — je dis ça sans préjudice de toutes les réductions que nous pourrions et devrions lui infliger —, mais en la revêtant de rapports sociaux de production entièrement neufs. Par exemple en abolissant la propriété lucrative des moyens de production pour la remplacer par une propriété d'usage, comme dit Friot. Transformation dont on voit

bien qu'elle suppose ni plus ni moins qu'une révolution juridique. C'est-à-dire, puisqu'il s'agit du point de droit névralgique qui soutient tout le capitalisme, une révolution tout court.

Ce nombre serait, au lendemain de la révolution, « le seul antidote au déchaînement » capitaliste. Allende a gagné avec 36,6 % des voix et, fait rare, obtenu après deux ans de pouvoir un score de 44 % aux législatives. Cela n'a pas entravé le coup d'État...

J'allais dire que c'est l'écart entre une condition nécessaire et une condition suffisante. Mais en fait, ici vous me parlez d'un soutien manifesté sous une forme exclusivement électorale. Dont se trouve démontrée la terrible limite historique. Après tout, que des factieux s'asseyent sur le « verdict des urnes », comme on dit, ça n'est pas exactement une nouvelle. Ce dont pour ma part je parle c'est d'une mobilisation suffisamment puissante pour prendre physiquement l'espace public, et éventuellement les armes, pour défendre ce à quoi elle tient. Au Chili, en 1973, ce sont les militaires qui sont descendus dans la rue. À la fin des fins, c'est toujours la même question : qui passe à l'action ? Et avec le plus d'intensité ?

Au titan (le capital), vous assurez qu'il faut opposer un géant (les masses). Gulliver, sur l'île de Liliput, a été enchaîné par des « insectes humains » : pourquoi une fédération de communes « swiftienne » n'y arriverait-elle pas ?

Je serais tenté de dire que la fédération des communes, elle vient surtout après : elle est ce qui *suit* le renversement... ne serait-ce que parce que je vois mal les pouvoirs stato-capitalistes laisser prospérer avec largesse une fédération de communes qui aurait pour objectif avoué de les renverser — ça, c'est un scénario à la Bookchin, et je n'y crois pas une seconde. Quant à ce qui opère le renversement, je pense que ce sera dans les faits d'une autre nature. Laquelle, je ne sais pas. Mais ou bien ce sera coordonné, et puissamment, d'une manière ou d'une autre, ou bien ce ne sera pas. Dans l'affrontement des blocs, « nous » sommes pourtant infiniment plus nombreux que le « eux » d'en-face. Mais « ils » sont infiniment mieux coordonnés que nous. L'oligarchie est une classe consciente et organisée. Et elle a pour elle un appareil de force qui fonctionne carrément à la coordination militaire. La dissymétrie dans la capacité de coordination lui fait surmonter à l'aise la dissymétrie numérique écrasante en sa défaveur. À un moment, il faudra bien réfléchir à ça. Nul n'en tirera la conséquence que nous n'avons qu'à répliquer « leur » forme de coordination, forme militaire comprise ! Mais il faut que nous en trouvions une — ou plusieurs d'ailleurs, mais articulées a minima. Sauf miracle, la spontanéité signifie la dispersion et n'arrive à rien. Pourtant, dira-t-on, le Chili, le Liban, l'Équateur... Oui, d'accord, attendons quand même un peu pour faire les bilans. Et craignons qu'ils ne soient pas fondamentalement différents de ceux qu'on a pu tirer après les printemps arabes. Ces demi-échecs sont le fait de coordinations *d'action* suffisantes — pour produire « quelque chose » — mais sans véritable coordination de *visée* : faire quoi quand on a « réussi », quoi mettre à la place de ce qu'on renverse ? Imaginons, pour le plaisir, un acte 2 ou 3 des « gilets jaunes » qui parvient à l'Élysée, et vire Macron manu militari. Quoi après ? C'est tellement incertain que c'en est difficilement figurable. Soit les institutions, intouchées, auraient accommodé le choc, quitte à se transformer à la marge ; soit, comme toujours, ce sont des groupes déjà organisés qui auraient raflé la mise. Le problème c'est que, dans la gauche radicale, intellectuelle notamment, tout un courant de pensée s'oppose à l'idée de visée, d'orientation stratégique, comprise, disons les choses, comme « capture bolchevique ». Alors on cultive l'idée du mouvement pour le mouvement, l'idée de l'intransitivité, on dit de bien belles choses, que le but est dans le chemin et que ce qui compte, ce sont les devenir. Je ne méconnaiss nullement le risque inhérent à ceux qui se présentent pour, littéralement, prendre la direction des choses.

Ce n'est pas un hasard qu'il s'agisse du même mot : toute proposition de direction enveloppe une candidature à diriger. Mais je crois que notre seul choix c'est d'assumer ce risque, de trouver à le contenir en l'ayant d'abord bien réfléchi, car si on ne sait pas où l'on va... il est certain qu'on n'arrive nulle part. En fait, voilà pourquoi il faut être organisé et savoir où l'on va : parce que d'autres sont organisés et savent où ils vont.

« Rupture globale ou (...) rien », résumez-vous. Le Chiapas se situe précisément dans cet entre-deux : ni un îlot zadiste (les zapatistes ont des dizaines de milliers de partisans, une armée et un gouvernement), ni le Palais national de Mexico. Et ça tient, non ?

Je ne dirais pas ça — « entre-deux ». Dans leur périmètre, tant le Chiapas que le Rojava accomplissent une rupture globale, complète. Mais leur caractéristique commune est d'inscrire leur rupture dans une conjoncture particulière, et particulièrement « favorable », où cependant ni l'un ni l'autre ne maîtrise entièrement ses conditions externes de viabilité, lesquelles demeurent contingentes. C'est par le statu quo plus ou moins négocié avec le Mexique « environnant » que le Chiapas peut ne pas passer toute son énergie politique dans une guerre pour la survie pure et simple — comme le pouvoir bolchevique avait eu à en mener une à partir de 18. Le statut d'enclave est donc précaire et pour une très large part abandonné à une contingence externe. Que cette contingence vienne à mal tourner, et ça ne tiendra plus. Soit exactement ce qui menace de se passer au Rojava. Hors de ces circonstances miraculeusement favorables, où l'hostilité extérieure demeure modérée, une épreuve de mobilisation totale, militaire, marque la formation politique naissante d'un premier pli terrible. Et toute la question est de savoir si on en revient. Le Chiapas et le Rojava doivent plus aux circonstances extérieures qu'à leur propre principe d'avoir fait l'économie de cette épreuve.

Vous rappelez que l'écrasement de Kronstadt par les bolcheviks a marqué « un coup d'arrêt » démocratique. Mais au regard de la conception verticale et militaire qu'avait Lénine de la révolution, le ver n'était-il pas dans le fruit ?

Oui, il y était. Et c'est bien ça le problème. Le drame c'est quand ce qui nous libère du capitalisme nous laisse sur les bras un appareil formé au chaud de la convulsion révolutionnaire si elle tourne en guerre civile. Donc un appareil d'État originellement militarisé. Soit une verticalité policière, vouée au pire. Il faut bien voir la différence, abyssale, de configuration entre l'expérience russe et les expériences de type Chiapas-Rojava, et les contraintes que respectivement elles imposent, ou dont elles soulagent. Le Chiapas et le Rojava ont jusqu'à présent tiré avantage d'une hostilité « modérée » de leur environnement. Et puis ils se constituent comme des enclaves homogènes : les individus y sont d'emblée accordés autour d'une manière commune de vivre. La révolution dans un pays capitaliste développé se pose dans de tout autres coordonnées : avec la perspective inévitable d'avoir à réduire une réaction intérieure ultra-déterminée, puissante, et puissamment soutenue par un extérieur capitaliste qui veut également à tout prix voir échouer une expérience communiste. Ce sont des conditions d'hostilité qui sont sans commune mesure. La situation de 17 a imposé ses réquisits et ils étaient terribles. C'est toujours très facile de passer cent ans derrière et de dire « ah mais il aurait fallu, et il aurait fallu ne pas ». Les corps collectifs comme les corps individuels font ce qu'ils peuvent dans les situations de vie ou de mort. Comment on fait quand on se retrouve confronté à ce problème *objectif*, et comment on s'en tire après ? Voilà le problème que je pose — et dont je n'ai pas le commencement d'une solution. Mais je tiens au moins que si les problèmes ne sont pas convenablement posés, les « solutions » seront à coup sûr déconnantes. La genèse du Chiapas ou du Rojava est à l'opposé de ça : elle répond à

un modèle de la fuite — on se tire, on vous laisse, nous on va faire notre affaire ailleurs. Du coup on se tire *ensemble*, entre individus qui ont le même désir, la même idée. Alors il n'y aura pas à lutter contre une réaction intérieure. C'est une donnée nouvelle, considérable ! C'est très beau ce modèle de la fuite collective. Mais à quel degré est-il généralisable ? Imaginez en France une masse assez importante qui investit une portion de territoire conséquente pour se faire un équivalent de Rojava. Et vous pensez que l'État français, centraliste, jacobin, laisserait faire une chose pareille ? Il n'a même pas toléré une ZAD. Le temps a passé, le capital s'est déplacé, il est devenu (encore plus) méchant, l'État du capital avec lui, même une possibilité comme le Larzac d'il y a quarante ans n'existe plus.

Il y a dans vos pages un souci de l'homme ordinaire — de « la gente común », diraient les zapatistes. Vous réhabilitez le quotidien quand d'autres misent tout sur l'Évènement : rompre avec l'ordre en place relèverait de la course de fond ?

Je ne récuse nullement la catégorie d'évènement, en tout cas en son sens ordinaire — l'évènement aux sens de Badiou ou Deleuze, c'est autre chose. Écarter l'« évènement », en quelque sens que ce soit, tout en réhabilitant le « grand soir », il faut avouer que ce serait singulièrement incohérent. Non, pour emprunter son titre à Ludivine Bantigny, je dirais plutôt que, passé le grand soir, il faut penser aux petits matins — moins enthousiasmants. L'effervescence du moment insurrectionnel est par définition transitoire. L'erreur serait de prendre ses intensités particulières pour une donnée permanente. Je me méfie des formules politiques qui tablent « en régime » sur une forte mobilisation au quotidien. C'est trop demander : le désir des gens c'est de vivre leur vie. Bien sûr cette antinomie de la « politique » et de la « vie » a sa limite, et l'on pourrait dire que la ZAD, le Chiapas, ou le Rojava, c'est vivre d'une manière qui est immédiatement politique, qu'y vivre c'est intrinsèquement faire de la politique. Alors la séparation de « la politique » et de « la vie » est résorbée. Mais il faut avoir atteint ce stade de résorption pour que l'idée même de « mobilisation au quotidien » s'en trouve dissoute et que, simplement vivre, ce soit de fait être mobilisé. Pour l'heure, nous qui contemplons la perspective d'un dépassement du capitalisme, nous n'y sommes pas, en tout cas pas majoritairement. Il faut donc trouver des voies politiques révolutionnaires qui fassent avec la « gente común » comme elle se présente actuellement, sans minimiser les déplacements considérables dont elle est capable, mais sans non plus présupposer des virtuoses de la politique, ayant déjà tout résorbé, tout dépassé, capables même de performances « éthiques » bien au-delà du simple fait de « vivre politiquement » — donc sans présupposer que tout ce qu'il y a à faire est comme déjà fait. Finalement, l'une de mes préoccupations dans ce livre c'est ça : continuer de penser une politique qui ne soit réservée ni à des moments exceptionnels (« évènements ») ni à des individus exceptionnels (« virtuoses »).

Un dernier point — et non des moindres. L'essayiste marxiste Andreas Malm assure que l'écologie est « la question centrale qui englobe toutes les autres ». Signez-vous des deux mains ?

Même pas d'une. Pour moi la question première, ça a toujours été « ce qu'on fait aux hommes ». « Ce qu'on fait à la Terre » est une question seconde, j'entends : qui ne fait sens que comme déclinaison de la question première — oui, à force de bousiller la Terre, ça va faire quelque chose aux hommes... Lesquels d'ailleurs ? Comme de juste, ça risque de leur faire des choses assez différenciées. Sauf à la toute fin bien sûr, quand tout aura brûlé, ou sera sous l'eau, je ne sais pas, mais ça n'est pas pour demain et entre temps les inégalités « environnementales » promettent d'être sauvages. J'avoue que le soudain éveil de conscience

politique de certaines classes sociales urbaines éduquées au motif de « la planète » me fait des effets violemment contrastés. Pour « sauver la Terre » on veut bien désormais envisager de s'opposer au libre-échange international. Mais quand il s'agissait de sauver les classes ouvrières de la démolition économique, une position protectionniste était quasiment l'antichambre du fascisme. Que « la planète » puisse devenir ce puissant légitimateur là où « les classes ouvrières » ne suffisaient jamais à rien justifier, et finalement comptaient pour rien, c'est dégoûtant — et ça me semble un effet typique de la hiérarchisation des questions premières et secondes. Maintenant, on fait avec les formations passionnelles que nous offre l'histoire. Un affect « climatique » puissant est visiblement en train de se former. Toutes choses égales par ailleurs, c'est tant mieux, trouvons à en faire quelque chose. Et pour commencer, trouvons à y faire embrayer un certain travail de la conséquence. Car il y a encore loin de l'angoisse climatique à la nomination claire et distincte de sa cause : le capitalisme. Et à l'acceptation de la conséquence qui s'en suit logiquement : pour sauver la Terre afin de sauver les hommes, il faudra sortir du capitalisme. C'est peut-être une part déraisonnablement optimiste en moi, mais j'aime à croire, en tout cas sur ce sujet-là, que la logique trouvera, malgré tout, à faire son chemin.

Frédéric Lordon